

AUTREMENT

Les nouvelles technologies au secours de l'humanitaire

Géolocaliser des personnes disparues, collecter rapidement des dons, retirer de la nourriture grâce à des bons électroniques... Lorsqu'une catastrophe survient, le numérique et l'analyse des données sont devenus indispensables pour aider au mieux les populations sinistrées.

PAR PIERRE MANIÈRE

 @pmaniere

A 30 ans, Kat Borlongan est une entrepreneuse philippine dynamique. Son créneau ? L'exploitation de l'open data, autrement dit le partage et une meilleure utilisation des données publiques de l'État et des collectivités. Pour ce faire, elle a lancé sa startup, Five by Five, l'été dernier. Elle travaille pour de grosses écuries nationales comme La Poste ou la SNCF. Mais depuis peu, la jeune femme a d'autres responsabilités : elle est devenue chef de projet auprès d'un gouvernement philippin débordé face à l'afflux des données après le passage du typhon Haiyan, le 8 novembre dernier. Ce jour-là, des vents soufflant jusqu'à 315 km/h ravagent le pays. Le bilan est lourd : au 12 décembre 2013, il s'élevait à près de 6000 morts et 1800 personnes disparues. Depuis la France, Kat Borlongan lance un appel sur les réseaux sociaux baptisé « Développeurs vs Typhon Haiyan ». En quelques jours, plus de 1000 développeurs et codeurs issus de start-up du monde entier proposent leurs services. Elle prend alors contact avec le gouvernement philippin, qui accepte immédiatement cette aide.

Très vite, ces développeurs bâtissent un site pour améliorer la coordination des secours. Une interface spécifique voit le jour, permettant de traiter en temps réel les mails, SMS et autres tweets des personnes appelant à l'aide. « Jusqu'alors, toutes ces données étaient centralisées auprès du gouvernement, avant de transiter par toute une chaîne hiérarchique de comités de secours », explique la jeune femme. Non seulement cette démarche s'avère longue et inadaptée au contexte d'urgence, mais elle entrave la coordination des secouristes. « Faute d'actualisation rapide des données, ceux-ci pouvaient se rendre à un endroit où une personne était déjà sauvée », souligne-t-elle.

Très vite, ces développeurs bâtissent un site pour améliorer la coordination des secours. Une interface spécifique voit le jour, permettant de traiter en temps réel les mails, SMS et autres tweets des personnes appelant à l'aide. « Jusqu'alors, toutes ces données étaient centralisées auprès du gouvernement, avant de transiter par toute une chaîne hiérarchique de comités de secours », explique la jeune femme. Non seulement cette démarche s'avère longue et inadaptée au contexte d'urgence, mais elle entrave la coordination des secouristes. « Faute d'actualisation rapide des données, ceux-ci pouvaient se rendre à un endroit où une personne était déjà sauvée », souligne-t-elle.

20 MILLIONS DE TWEETS POUR L'OURAGAN SANDY

Travailleurs de l'ombre à côté des secouristes et médecins, les professionnels du Web sont ainsi devenus des rouages essentiels du processus d'aide lors des actions humanitaires. Aux Philippines, l'association CartONG a élaboré des cartes en croisant les informations du terrain et des photos satellites pour localiser les zones sinistrées. « Cela permet aux organisations humanitaires de savoir où se trouvent précisément les populations touchées, explique Maeve de France, la présidente de cette association. Mais aussi de faciliter le travail des logisticiens pour acheminer l'aide à bon



Avec des vents à plus de 300 km/h, le typhon Haiyan a ravagé les Philippines, le 8 novembre dernier. Les TIC ont non seulement facilité le soutien des ONG aux populations, mais elles aident encore à la reconstruction du pays.

© JNOEL CELIS/AFP

6,8 milliards

C'est le nombre d'abonnements mobiles vendus dans le monde à la fin de 2013. Auxquels s'ajoutent 2 milliards d'abonnements Internet.

port, en dressant l'état des routes, des hôpitaux ou entrepôts pour stocker la nourriture. » De son côté, le géant américain Google a lancé Google Person Finder, un site dédié à la recherche de personnes disparues. Moins de cinq jours après la catastrophe, plus de 73000 formulaires avaient été remplis. Si ces initiatives sur le Net ne sont pas tout à fait nouvelles, elles sont cependant de plus en plus nombreuses et, à chaque fois, avec une ampleur plus grande. À la fin de 2012, lors du passage de l'ouragan Sandy sur la côte est des États-Unis, plus d'un demi-million de clichés Instagram et 20 millions de tweets avaient été postés. Deux ans plus tôt, le tremblement de terre en Haïti a aussi fait l'objet d'une avalanche de tweets. Pour Maeve de France, c'est d'ailleurs cette catastrophe qui a provoqué une prise de conscience des organisations humanitaires sur l'utilité des réseaux sociaux : « À l'époque, ces outils ont permis de localiser des personnes sous les décombres, ou d'identifier des zones pleines de réfugiés aux conditions de vie déplorables. »

Face à l'essor du numérique et des moyens de communication, se passer de cette mine que représente le big data n'est plus imaginable. En octobre dernier, l'Union internationale des télécommunications (UIT) estimait que 6,8 milliards d'abonnements mobiles auraient été vendus à la fin de 2013. Un chiffre auquel il faut ajouter plus de 2 milliards d'abonnements à l'Internet haut débit sans fil. Dans son dernier rapport sur les catastrophes dans le monde, la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et de Croissant Rouge (CICR) n'y va pas par quatre chemins. Lorsqu'une crise majeure survient, « il est aussi important d'avoir accès à l'information que d'avoir à manger ou à boire », peut-on y lire.

Au niveau international, la bataille des données est donc lancée. En 2012, les Nations unies ont lancé Global Pulse. Sa mission ? Étudier comment les humanitaires peuvent mieux exploiter une masse de données en expansion constante, de la réponse d'urgence, au relèvement, jusqu'à la préparation des catastrophes futures.

DES BONS D'ALIMENTATION ÉLECTRONIQUES

Plus d'un mois après le passage de Haiyan, le gouvernement philippin continue de recourir au numérique pour la phase de reconstruction. Pour sa part, Kat Borlongan œuvre maintenant à la mise en place d'un site Internet dédié aux dons. « On manque d'argent, déplore-t-elle. Le pays est connu pour ses pratiques de corruption, ce qui peut rebuter les donateurs potentiels. Notre plateforme sera donc totalement transparente sur les montants versés et permettra de suivre les projets auxquels ils sont affectés. »

En France aussi, l'ambassade des Philippines se mobilise. Le 23 décembre, elle a lancé un projet de financement par *crowdsourcing* avec l'envoi d'une newsletter de remerciement aux donateurs de l'Hexagone, qu'il s'agisse d'ONG, d'entreprises privées ou d'élus. Comme l'ambassade ne peut pas directement demander d'argent, elle voit ici un moyen diplomatique de « susciter de l'intérêt », confie Rapunzel Acop, vice-consul et troisième secrétaire de l'ambassade des Philippines. Sachant que d'après elle, les entreprises françaises ont versé plus de 10 millions d'euros de dons et l'État français 1,25 million. Cofondateur de Philanthropy Advisors, une société de conseils accompagnant des grands

donateurs désireux d'investir dans des programmes humanitaires, Éric Berseth voit dans le numérique un catalyseur « pour permettre aux ONG de communiquer sur leurs activités et lever davantage de fonds ». Selon lui, les nouvelles technologies permettent de gagner en efficacité. Ainsi, le Programme alimentaire mondial (PAM) a lancé à la fin de 2013 un système de bons d'alimentation électroniques. Développées avec Mastercard, ces « e-cartes » doivent permettre à 800000 réfugiés syriens au Liban de retirer de la nourriture dans les magasins participants. Outre un outil puissant de lutte contre la faim, cela permet également de stimuler l'économie locale.

À l'unisson des professionnels de l'humanitaire, Éric Berseth juge toutefois que « rien ne remplace le travail et le diagnostic des professionnels sur place, comme celui des médecins ou experts en eau ». En outre, « lors d'une crise, les appels au secours émanant des réseaux sociaux proviennent des zones encore connectées. Cela ne doit pas faire oublier que d'autres populations, privées de tout moyen de communication, sont aussi dans le besoin », insiste-t-il. À cela, il faut ajouter les problèmes liés à la publication de données sensibles. « Lorsqu'une photo d'une fillette de 5 ans qui a perdu ses parents est publiée et géolocalisée sur Twitter, cela constitue un vrai risque... »

C'est notamment pour cela que les ONG sont parfois très frileuses au moment de partager certaines informations. Médecins sans frontière (MSF) par exemple est extrêmement discrète sur ses cliniques à la frontière syrienne pour ne pas mettre en danger ni son personnel sur place ni les personnes secourues. À l'instar des géants du Web et de l'e-commerce, les humanitaires doivent donc se montrer prudents avec les données qu'ils récoltent, utilisent et transmettent. Un sacré défi. ■